



M I L L E M A R X I S M E S

Friedrich Engels et Karl Marx

# Irlande, classes ouvrières et libération nationale

Textes réunis et présentés par Richard Poulin



**IRLANDE, CLASSES OUVRIÈRES  
ET LIBÉRATION NATIONALE**

**FRIEDRICH ENGELS ET KARL MARX**

**TEXTES RÉUNIS ET PRÉSENTÉS PAR RICHARD POULIN**

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)  
ÉDITIONS PAGE 2 (LAUSANNE)  
M ÉDITEUR (MONTRÉAL)

M ÉDITEUR  
C. P. 221  
SAINT-JOSEPH-DU-LAC (QUÉBEC)  
CANADA JON 1M0  
CONTACT@M-EDITEUR.INFO  
WWW.M-EDITEUR.INFO/

ÉDITIONS SYLLEPSE  
69, RUE DES RIGOLES  
75020 PARIS  
(FRANCE)  
EDITION@SYLLEPSE.NET  
WWW.SYLLEPSE.NET

EDITIONS PAGE 2  
AV. DE SÉVELIN 28  
1004 LAUSANNE  
(SUISSE)  
EDITIONS@PAGE2.CH  
WWW.ALENCONTRE.ORG

ISBN PAPIER : 978-2-84950-909-8

© RICHARD POULIN ET M ÉDITEUR

# TABLE DES MATIÈRES

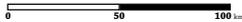
PRÉSENTATION		
ÉMANCIPATION NATIONALE, INTERNATIONALISME ET RÉVOLUTION EN IRLANDE ET EN GRANDE-BRETAGNE, <i>RICHARD POULIN</i>		9
	SECTION 1	
SOCIOLOGIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE IRLANDAISE		33
	SECTION 2	
SUR L'HISTOIRE DE L'IRLANDE		51
	SECTION 3	
ÉCONOMIE POLITIQUE		199
	SECTION 4	
ANALYSE SOCIOPOLITIQUE ARTICLES ET DISCOURS		237
	SECTION 5	
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS INTERVENTIONS, DISCOURS, RÉOLUTIONS, RAPPORTS, PROCÈS-VERBAUX		351
	SECTION 6	
CORRESPONDANCE		399
BIBLIOGRAPHIE		503
INDEX		509



# IRLANDE

2012

Carte politique  
et administrative



## PROVINCES

### Comtés

• Villes principales

..... Frontière entre l'Irlande  
et l'Irlande du Nord (R-U)

Source :

Cartographie : Luciano Benvenuto



## PRÉSENTATION

# ÉMANCIPATION NATIONALE, INTERNATIONALISME ET RÉVOLUTION EN IRLANDE ET EN GRANDE-BRETAGNE

RICHARD POULIN

«Je suis de plus en plus arrivé à la conviction – et il ne s’agit que de l’inculquer à la classe ouvrière anglaise – qu’elle ne pourra jamais rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu’elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes; tant qu’elle ne fera non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l’initiative de la dissolution de l’Union forcée de 1801 et de son remplacement par une confédération égale et libre<sup>1</sup>.»

«Nous autres, démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. [...] Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d’opprimer d’autres nations. La libération de l’Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans qu’on libère la Pologne de l’oppression allemande<sup>2</sup>.»

«Aux États-Unis, tout mouvement ouvrier indépendant resta paralysé tant que l’esclavage souillait une partie de la République. L’ouvrier blanc ne saurait s’émanciper là où l’ouvrier noir est stigmatisé. Mais la mort de l’esclavage fit éclore une vie nouvelle. Le premier fruit de la guerre civile fut l’agitation des huit heures. [...] Le Congrès général des ouvriers de Baltimore, le 16 août 1866, déclare: “Ce qu’il faut revendiquer tout d’abord pour soustraire le travail de notre pays à l’esclavage capitaliste, c’est une loi qui fixe à

---

1. Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 29 novembre 1869, dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance*, t. 10, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 222.

2. Intervention de Friedrich Engels, dans Karl Marx, «Discours sur le parti chartiste, l’Allemagne et la Pologne», dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres militaires*, Paris, L’Herne, 1970, p. 148.

huit heures pour tous les États de l'Union la journée de travail normale"<sup>3</sup>.»

L'émancipation des esclaves aux États-Unis ainsi que la lutte des Irlandais et des Polonais contre leur oppression nationale constituent des moments importants dans l'élaboration des thèses de Friedrich Engels et de Karl Marx sur la nécessité d'un mouvement ouvrier s'organisant de façon indépendante de la bourgeoisie et sur la question nationale comme levier pour assurer cette indépendance. Leur compréhension des rapports nationaux, qui sont imbriqués avec les rapports de classe, a été nourrie par leurs nombreux combats au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT), la 1<sup>re</sup> Internationale, en particulier dans le mouvement ouvrier du Royaume-Uni. Ils comprenaient que, pour assurer l'indépendance du mouvement ouvrier à l'égard de la bourgeoisie, il importait que non seulement le mouvement lutte pour les droits politiques, sociaux et économiques des groupes opprimés, mais aussi qu'il promeuve leur libération nationale, laquelle est une condition à l'émancipation même de la classe ouvrière de la nation dominante. Si le mouvement ouvrier ne fait pas la promotion des droits des groupes opprimés, alors les révolutionnaires doivent envisager de créer des organisations ouvrières des groupes opprimés sur une base nationale, non uniquement en fonction de l'État tel qu'il existe, ce siège du pouvoir politique.

Il n'y a donc pas, chez Engels et Marx, de fétichisme en ce qui concerne l'organisation du mouvement ouvrier. L'idée que dans un État, il faut une organisation unifiant les classes ouvrières pour la prise du pouvoir, n'est valide que dans la mesure où le mouvement ouvrier de la nation dominante est révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il fait siennes les revendications des dominés. Dans le combat contre le réformisme nationaliste anglais des *trade unions* britanniques, Engels s'oppose, dans le cadre de l'AIT, à ce que les travailleur·euses irlandais·es soumettent leur propre organisation aux organisations ouvrières britanniques : «Les Irlandais, comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association que comme les égaux des membres de la nation dominante, et en protestant contre l'oppression<sup>4</sup>.» Aussi, la classe ouvrière irlandaise

---

3. Dans Karl Marx et Abraham Lincoln, *Une révolution inachevée : sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux États-Unis*, Mont-Royal/Paris, M Éditeur/ Syllepse, 2012, p. 205.

4. Friedrich Engels, Intervention à la séance du 14 mai 1872 du conseil général de l'AIT.

de Grande-Bretagne doit maintenir ses propres organisations indépendantes du conseil fédéral britannique :

Si les membres d'une nation dominante invitent la nation qu'ils ont conquise et oppriment encore à oublier sa nationalité et sa position spécifique, à «faire abstraction de distinctions nationales», etc., ce n'est pas de l'internationalisme, c'est tout simplement leur prêcher la soumission au joug et tenter de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous prétexte d'internationalisme. C'est sanctionner la croyance, trop répandue parmi les travailleurs anglais, qu'ils sont des êtres supérieurs en comparaison des Irlandais, et constituent une aristocratie tout autant que les Blancs déclassés des États esclavagistes se considèrent l'être vis-à-vis des Noirs. Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit être nécessairement basé sur une organisation nationale distincte.

[...] En outre, les sections irlandaises d'Angleterre ne peuvent pas être séparées des sections irlandaises d'Irlande ; il n'est pas possible, en effet, que certains Irlandais dépendent d'un conseil fédéral à Londres et d'autres d'un conseil fédéral à Dublin. Les sections irlandaises d'Angleterre sont notre base d'opérations en ce qui concerne les travailleurs irlandais en Irlande ; elles sont plus avancées, se trouvant placées dans des conditions plus favorables, et le mouvement et la propagande en Irlande ne peuvent être organisés que par leur intermédiaire. Allons-nous donc détruire délibérément notre propre base d'opérations et anéantir l'unique moyen par lequel l'Irlande peut être effectivement gagnée à l'Internationale ? Car il ne faut pas oublier que les sections irlandaises, à bon droit, ne consentiront jamais à renoncer à leur organisation nationale distincte et à se soumettre au conseil britannique<sup>5</sup>.

L'intervention d'Engels semble être une véritable hérésie sur le plan de l'organisation des classes ouvrières si on s'en tient à une interprétation étroite du marxisme (qu'il soit prétendument léniniste ou pas).

Cette position d'Engels et de Marx est peu connue ou délibérément mise sous le boisseau au profit de thèses sur leur incapacité à penser

---

5. *Ibid.*

ou à comprendre les questions nationales ou, dans le meilleur des cas, sur leur volonté à s'en servir de façon strictement instrumentale, c'est-à-dire totalement subordonnée à la question de classe quand, dans leur vision, elle est inextricablement liée à la question des classes sociales. Elle est même décisive pour développer la conscience révolutionnaire aussi bien chez la classe ouvrière de la nation dominante que chez celle de la nation dominée. C'est peut-être ce qui explique que les textes d'Engels et de Marx sur l'Irlande n'ont jamais été publiés en français dans leur intégralité. Ils donnent un tout autre aperçu de la façon dont ils concevaient la lutte politique et, par conséquent, la lutte contre l'oppression nationale.

Comment expliquer cette absence de traduction en français des textes d'Engels et de Marx sur la question irlandaise ?

En France, les questions nationales ne semblent pas exister, seulement, prétend-on, des questions « régionales » ! L'intérêt n'y était donc pas. En Belgique, parce que les francophones ont historiquement dominé l'État, les textes d'Engels et de Marx sur l'Irlande auraient pu leur poser problème sur la question de leurs rapports avec les Flamand·es et les positions politiques à développer pour combattre l'oppression historique subie par les néanderlophones. Au Québec, c'est la faiblesse même du marxisme qui explique la non-traduction des textes d'Engels et de Marx, et un certain désintérêt aussi dans la mesure où le « marxisme » a été dominé par ses variantes staliniennes, lesquelles supposaient que la question nationale avait déjà trouvé sa solution, quand elles ne niaient pas l'existence même d'une nation opprimée (elle n'était même pas une nation, selon les critères empruntés à Staline<sup>6</sup>) : elle devait rester subordonnée à la question de classe au profit d'un prolétariat mythique, à la fois asexué et non national (pancanadien), et cela, même si la classe ouvrière québécoise s'était dotée de ses propres organisations syndicales indépendantes de celles de la classe ouvrière du Canada anglais. Aux Antilles françaises et aux autres collectivités outre-mer ainsi qu'en Afrique francophone, c'étaient la question coloniale et l'impérialisme qui étaient au centre des préoccupations.

Bref, ces textes pourtant fondamentaux n'ont été connus que de façon partielle. Pourtant, au Québec, beaucoup lisent l'anglais et la

---

6. C'était la position du Parti communiste du Canada à partir de la fin des années 1920 jusqu'à la déstalinisation. Sa source : Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, 1913, [www.marxists.org/francais/general/staline/works/1913/question\\_nationale.htm](http://www.marxists.org/francais/general/staline/works/1913/question_nationale.htm).

compilation publiée par Progress Publishers<sup>7</sup> aurait pu susciter un certain intérêt. Cela n'a guère été le cas, y compris chez les organisations marxistes (trotskistes) favorables à l'indépendance du Québec. Peut-être parce que ces textes donnent une image passablement différente de la politique révolutionnaire telle que conçue par Engels et Marx et exigent une remise en question de certaines idées reçues. Pour l'essentiel, ces organisations s'appuyaient sur les thèses de Lénine<sup>8</sup> et, par conséquent, se limitaient à défendre le droit à l'autodétermination nationale des Québécois·es au Canada anglais sans revendiquer l'indépendance du Québec. Mais au Québec, elles promouvaient l'indépendance nationale, car c'était aux Québécois·es de le faire dans le cadre d'une organisation révolutionnaire pancanadienne! La libération nationale du Québec ne semblait pas être le levier par excellence de la révolution socialiste au Canada. Ce sont sans doute les mêmes raisons qui expliquent que les analyses d'Engels et de Marx n'ont pas donné lieu «à autant de débats qu'on aurait pu s'y attendre» dans le monde anglo-saxon<sup>9</sup>, et cela, même si elles ont été décrites comme essentielles par Lénine dans ses écrits sur l'autodétermination nationale<sup>10</sup>.

Or, les textes rassemblés sur l'Irlande, comme ceux sur la guerre civile états-unienne qui ont été publiés par les mêmes éditeurs, nous indiquent autre chose: l'attitude par rapport à l'oppression nationale permet de juger si le mouvement ouvrier est révolutionnaire ou pas. S'il ne l'est pas, alors les classes ouvrières des nations dominées doivent s'organiser indépendamment de lui, si ce n'est contre lui. L'indépendance nationale d'une nation dominée peut et doit être une revendication du mouvement ouvrier aussi bien de la nation dominée que de la nation dominante. Elle est fondamentale pour permettre à ce mouvement de combattre la bourgeoisie de la nation dominante et, dans le cas de la bourgeoisie de la nation dominée, de la concurrencer sur un terrain qui est habituellement le sien, sinon cela constitue une entrave à l'indépendance politique de la classe ouvrière des nations dominante et dominée à l'égard de «leurs» bourgeoisies respectives. Enfin, la politique

7. Karl Marx et Friedrich Engels, *Ireland and the Irish Question*, Moscou, Progress Publishers, 1971.

8. J'ai traité des thèses de Lénine et de leurs limites dans *La déraison nationaliste : conflits nationaux, pays «socialistes» et marxisme*, Ottawa, L'Interligne, 2000.

9. Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Saint-Joseph-du-Lac/Paris, M Éditeur/Syllepse, 2015, p. 177.

10. Voir entre autres, Vladimir I. Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916, [www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm](http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm).

révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle s'inscrit dans des rapports sociaux nationaux, de sexe et de classe imbriqués qui évoluent sans cesse, ce qui oblige à repenser continuellement les revendications en fonction du niveau des consciences et de la dynamique des luttes.

\*\*\*

Engels et Marx n'ont jamais accordé une prééminence à la nation, y compris lorsqu'ils ont pris position en faveur de l'indépendance nationale de l'Irlande et de la Pologne. Les bases mêmes de leur analyse du développement des sociétés («L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes<sup>11</sup>») n'accordent que très peu de valeur à la question de la nation *en soi*, tout simplement parce que la nation résulte elle-même historiquement de luttes entre les différentes classes sociales.

De plus, ces mêmes bases les amènent à opposer au nationalisme – une idéologie de rassemblement des classes sociales, une idéologie bourgeoise –, l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire une solidarité de classe, celle du prolétariat, par-delà les frontières nationales. Déjà, dans *L'idéologie allemande*<sup>12</sup>, leur première élaboration du matérialisme historique, le concept d'universalisme prolétarien est opposé à celui de nationalisme. C'est en continuité avec cette thèse que Marx, dans un discours à Londres à un meeting international organisé par les Fraternal Democrats pour marquer le dix-septième anniversaire de la révolution polonaise de 1830, affirmait : «La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.» Conséquemment, la tâche des chartistes, c'est-à-dire du mouvement politique ouvrier qui s'est développé au Royaume-Uni au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, n'était pas de «formuler de vœux pieux pour la libération des nations», mais de renverser leurs «propres ennemis à l'intérieur<sup>13</sup>».

---

11. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, [1847] 1976, p. 30.

12. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, [1845-1846] 1976.

13. Karl Marx, «Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne», *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 9 décembre 1847, dans Friedrich Engels et Karl Marx, *Le parti de classe*, 1, *Théorie, activité*, Paris, François Maspero, 1973, p. 124-126.

Leur prise de position pour l'émancipation nationale de l'Irlande découle des mêmes prémisses : «Le peuple qui subjugué un autre peuple forge ses propres chaînes<sup>14</sup>.» La libération nationale des Irlandais·es devient une tâche nécessaire pour que la classe ouvrière anglaise puisse se libérer du nationalisme anglais – une idéologie qui la lie et la soumet à sa propre bourgeoisie. «L'antagonisme national entre travailleurs anglais et irlandais a été jusqu'à présent un des principaux obstacles sur la voie de tout mouvement tenté en faveur de l'émancipation de la classe ouvrière<sup>15</sup>.» Aussi, pour la classe ouvrière anglaise, «l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question *of abstract justice or humanitarian sentiment* [question abstraite de justice ou de sentiments humanitaires], mais au contraire *the first condition of their own social emancipation* [la première condition de sa propre émancipation sociale]<sup>16</sup>». Autrement dit, l'indépendance de l'Irlande est un préalable à l'émancipation ouvrière en Grande-Bretagne, à celle du prolétariat anglais.

Dans une lettre à Kugelmann, Marx explicite sa pensée sur les liens entre la nécessaire libération nationale de l'Irlande et l'émancipation sociale de la classe ouvrière anglaise :

Je suis de plus en plus arrivé à la conviction – et il ne s'agit que de l'inculquer à la classe ouvrière anglaise qu'elle ne pourra jamais rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes ; tant qu'elle ne fera non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l'initiative de la dissolution de l'Union forcée de 1801<sup>17</sup> et de son remplacement par une confédération égale et libre. Le prolétariat anglais doit suivre cette politique non par sympathie pour l'Irlande, mais parce que c'est dans son propre intérêt. Sinon le peuple anglais continuera à être tenu en lisière par les classes dirigeantes, car c'est lui qui est contraint de se rallier à elles pour faire front contre l'Irlande. Tout mouvement populaire en Angleterre même est paralysé d'avance par le différend avec les Irlandais qui forment, en Angleterre même, une fraction très

---

14. Karl Marx, *Le conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande*, circulaire datée du 1<sup>er</sup> janvier 1870.

15. Déclaration du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, 9 avril 1872.

16. Karl Marx, *Lettre à Sigfrid Meyer et à August Vogt*, à New York, 9 avril 1870.

17. Union imposée à l'Irlande au lendemain de l'écrasement du soulèvement irlandais de 1798.

importante de la classe ouvrière. Ici, la *première condition* de l'émancipation – le renversement de l'oligarchie foncière anglaise – reste impossible, car on ne pourra emporter la place d'assaut tant que les seigneurs fonciers garderont en Irlande leurs avant-postes fortement retranchés. Par contre, dès que le peuple irlandais prendra en main sa propre cause, dès qu'il sera devenu son propre législateur, dès qu'il se gouvernera lui-même et jouira de son autonomie, l'anéantissement de l'aristocratie foncière (en grande partie *les mêmes personnes* que les *landlords* anglais) deviendra infiniment plus facile qu'ici. En Irlande, le problème n'est pas seulement d'ordre économique: c'est la *question nationale* qui se pose en même temps, car, en Irlande, les *landlords* ne sont pas, comme en Angleterre, les dignitaires et les représentants traditionnels, mais les oppresseurs exécrés de la nation irlandaise. Et c'est non seulement l'évolution sociale intérieure de l'Angleterre qui est paralysée par les rapports existant avec l'Irlande, mais c'est encore sa politique extérieure et surtout sa politique envers la Russie et les États-Unis d'Amérique<sup>18</sup>.

En fait, pour Marx, l'antagonisme qui oppose les ouvrier·ères anglais·es et irlandais·es «constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise en dépit de sa bonne organisation». Dans sa lettre à Meyer et à Vogt d'avril 1870, Marx soutient que l'émancipation de la classe ouvrière anglaise dépend de la capacité de cette classe à se libérer du nationalisme anglais, condition indispensable à la formation d'une conscience de classe.

Affirmer que l'émancipation de l'Irlande est la première condition à l'émancipation sociale de la classe ouvrière anglaise, c'est soutenir que pour se libérer de ses chaînes, cette classe doit absolument rompre avec sa propre bourgeoisie «nationale» et son nationalisme, une idéologie de collaboration de classes. Cette collaboration de classes s'effectue au détriment de la solidarité de classe avec la classe ouvrière irlandaise.

L'appui à la cause irlandaise ne répond donc pas à des motifs d'ordre national; il est fonction de l'émancipation ouvrière.

La justification de l'appui à la cause polonaise semble à première vue davantage d'ordre stratégique, ou même instrumentale, que l'appui à l'indépendance de l'Irlande – c'est du moins ce que plusieurs

---

18. Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 6 avril 1868.

commentateur·trices des travaux de Marx et d'Engels ont soutenu. Comme la Russie tsariste est la puissance réactionnaire par excellence de l'Europe, l'émancipation nationale polonaise porterait un dur coup à la Russie. Cette émancipation serait un facteur de désagrégation de l'Empire russe, d'affaiblissement de cette puissance contre-révolutionnaire, ce qui pourrait, potentiellement, ouvrir la voie à l'émancipation sociale des classes ouvrières de l'Europe tout entière. Pour Marx et Engels, les révolutions de 1848 ont nettement montré le rôle que jouait la Russie comme facteur de stabilisation de l'ordre social réactionnaire en Europe<sup>19</sup>. Toutefois, cette interprétation, qui a un fondement dans des écrits de Marx, omet le fait que, pour Engels et Marx, la «libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans qu'on libère la Pologne de l'oppression allemande<sup>20</sup>». D'autant plus que «la puissance dont un peuple a besoin pour opprimer l'autre se retourne en fin de compte contre lui», réaffirme Engels en 1874<sup>21</sup>, ce qui est une entrave à sa propre révolution. Rappelons que la Pologne était dépecée, partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche-Hongrie. Ce qui a généré plusieurs insurrections contre les occupants, pour la réunification et l'indépendance du pays: 1830, 1848 et 1863.

Aussi longtemps qu'un peuple viable est enchaîné par un conquérant extérieur, il utilise obligatoirement tous ses efforts, toute son énergie contre l'ennemi extérieur; sa vie intérieure est paralysée, il est incapable d'œuvrer à son émancipation sociale<sup>22</sup>.

Autrement dit, la lutte pour des objectifs nationaux donne une impulsion au nationalisme, lequel masque les conflits de classe et remplace la solidarité des classes laborieuses par la solidarité nationale entre

19. Voir à ce sujet, Fernando Claudín, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Paris, François Maspero, 1980; Karl Marx, *Ceuvres politiques*, t. 4 et 5, Paris, Alfred Costes, 1929 et 1930; Anderson, *Marx aux antipodes*, *op. cit.*; et Amy E. Martin, «“La fièvre feniane”: l'anticolonialisme irlandais et l'Association internationale des travailleurs», dans Thierry Drapeau et Pierre Beaudet (dir.), *L'Internationale sera le genre humain! De l'Association internationale des travailleurs à aujourd'hui*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2015.

20. Marx et Engels, «Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne», *op. cit.*

21. Cité par David Riazanov, «Karl Marx und Friedrich Engels über die Polenfrage», *Archiv für Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, vol. 6, 1916, p. 202.

22. Marx cité par Georges Haupt et Claudie Weill, «Marx et Engels devant le problème des nations», dans Roman Rodolsky, *Friedrich Engels et les peuples «sans histoire»*. *La question nationale dans la révolution de 1848*, Saint-Joseph-du-Lac/Lausanne/Paris, M Éditeur/Page 2/Syllepse, 2018, p. 342.

des classes censément antagonistes, ce qui constitue une entrave à l'émancipation.

Les questions nationales sont donc jugées essentiellement à travers le prisme des luttes de classes, lesquelles sont comprises à la fois comme internationales et nationales. À chaque époque de ces luttes appartiennent des questions nationales particulières, et les réponses à ces questions sont nécessairement fonction de la configuration particulière dans laquelle se déroulent les luttes.

★★★

«Les ouvriers n'ont pas de patrie. [...] Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant la forme<sup>23</sup>.» Pour déchiffrer ce que Marx et Engels veulent dire, il faut comprendre ce qu'ils entendent par le terme de «nation». Pour eux, la «nation» désigne la population d'un État. Souvent, ils ne distinguent pas l'État-nation, forme de l'État bourgeois, de la nation. En fait, comme le souligne Roman Rosdolsky, la lutte «nationale» du prolétariat concerne la prise du pouvoir d'État et ne passe pas par une lutte nationaliste ou n'exprime pas une indifférence aux questions nationales<sup>24</sup>. Si, pour Marx et Engels, le prolétariat doit «s'ériger en classe nationale dirigeante», «devenir lui-même la nation», il doit d'abord se dresser dans les frontières des États nationaux, c'est-à-dire prendre le pouvoir, s'ériger en classe dirigeante à l'intérieur des États existants. C'est pourquoi le prolétariat sera provisoirement «encore national». Pour Roman Rosdolsky, cette analyse n'implique pas «l'élimination de la formation linguistique/ethnique existante. [...] Dans une société où, selon les termes du *Manifeste*, "l'autorité publique perd son caractère politique", où l'État en tant que tel "dépérira", il ne peut en tout cas plus y avoir de place pour des États nationaux distincts<sup>25</sup>».

Les ouvriers n'ont pas de patrie parce que l'État national bourgeois est un instrument d'oppression qu'ils doivent détruire au profit d'un État ouvrier voué à l'internationalisation et au dépérissement. Pour Marx et Engels, l'État-nation bourgeois ne représentait qu'une phase du développement historique, une phase certes nécessaire, mais transitoire.

23. Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, op. cit., p. 54 et 46.

24. Roman Rosdolsky, «Les travailleurs et la patrie», *Quatrième Internationale*, vol. 1, n° 1, 3<sup>e</sup> série, juillet-août-septembre 1980, p. 121-127.

25. *Ibid.*

Il s'agit de la phase bourgeoise, car, «du seul fait qu'elle est une *classe* et non plus un *ordre*, la bourgeoisie est contrainte de s'organiser sur un plan national et non plus sur le plan local, et de donner une forme universelle à ses intérêts communs<sup>26</sup>».

En fait, parce que le développement du capitalisme est inégal, des États-nations et des empires coexistaient dans l'Europe du 19<sup>e</sup> siècle, soit des formes d'États modernes et des formes «désuètes», lesquelles sont des entraves au développement social et politique des classes sociales modernes, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est uniquement à la suite de la Première Guerre mondiale que disparaîtront les empires en Europe (Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, Empire ottoman). Or, en 1848, pour Marx et Engels, l'une des tâches des révolutionnaires était de lutter pour faire triompher la révolution bourgeoise démocratique. Dans cette conjoncture historique précise, le mouvement ouvrier devait lutter pour l'apparition d'États nationaux nouveaux et unifiés, particulièrement en Italie et en Allemagne.

Cela peut sembler paradoxal puisque, pour construire une société socialiste qui détruira l'organisation en États, *a fortiori*, en États nationaux, le mouvement ouvrier devait, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, plonger dans la lutte pour créer de nouveaux États-nations bourgeois. Ce n'est qu'une apparence de paradoxe puisque chaque ère historique commande des tâches, des revendications et des formes de lutte précises. C'est pourquoi, avant 1848, Marx et Engels envisageaient une alliance de classe du prolétariat avec la bourgeoisie contre les classes et les ordres sociaux dominants de l'époque, à savoir les grands propriétaires terriens, la noblesse, les monarques et leurs bureaucraties.

Donc, l'engagement dans les révolutions démocratiques, dont la forme et l'idéologie sont nationales – il est question ici de révolutions nationales ou démocratiques bourgeoises –, posait inévitablement la question des alliances de classes dans la lutte pour la démocratie politique, c'est-à-dire dans l'établissement d'un État-nation bourgeois.

La leçon tirée des échecs révolutionnaires de 1848 va entraîner Marx et Engels à refuser désormais les alliances «démocratiques» des classes. Elle renforcera chez eux l'idée d'une opposition irréconciliable entre la bourgeoisie et le prolétariat, d'où la nécessité de l'action politique ouvrière indépendante de la bourgeoisie. La circulaire écrite en 1850

---

26. Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, *op. cit.*, p. 105.

pour relancer la Ligue des communistes appelle à la vigilance contre «les petits bourgeois démocrates», car «les petits bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à leur rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible». *L'Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands* souligne qu'au «lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises». Bref, «l'organisation autonome d'un parti du prolétariat» est vitale pour mener jusqu'à son terme la révolution, car «il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives<sup>27</sup>».

Ainsi, pour Marx, la défaite des révolutions de 1848 atteste que la bourgeoisie est désormais incapable de diriger les révolutions nationales démocratiques, rôle qu'elle avait joué lors des révolutions anglaise, française et états-unienne. La classe ouvrière était d'ores et déjà trop puissante. Par peur de cette classe, la bourgeoisie préfère s'allier avec l'ancien ordre des choses, passer des compromis avec la monarchie et la noblesse au détriment même de la démocratie. Ce n'étaient pas uniquement les méthodes de lutte qui distinguaient désormais ces deux classes!

Du point de vue de Marx et d'Engels, l'expérience de la Commune de Paris en 1871 renforce encore plus le caractère irréconciliable de l'antagonisme des classes. Dans son analyse de la Commune<sup>28</sup>, non seulement Marx pose les bases d'une analyse de la dictature du prolétariat (État ouvrier), donc de la destruction de l'État national, mais décrit aussi

---

27. Karl Marx, *Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands*, 1850, Paris, supplément à *Quatrième Internationale*, 1962, [www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm).

28. Karl Marx, *La guerre civile en France 1871*, Paris, Éditions sociales, 1968.



